

3° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. S'il y a un plan communal de politique culturelle comme prévu dans le présent décret, le plan de politique visé au § 1<sup>er</sup> doit être intégré dans ce plan communal de politique culturelle. »

**Art. 16.** L'article 45 du même décret est abrogé.

**Art. 17.** A l'article 46, § 1<sup>er</sup> du même décret, les mots « et fait l'objet d'une évaluation et d'une correction intérimaires après trois ans. » sont supprimés.

**Art. 18.** A l'article 48, alinéa premier du même décret, les mots « une évaluation intérimaire s'effectue au milieu de la durée de validité du plan de gestion » sont supprimés.

**Art. 19.** A l'article 49 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa premier du même décret, les mots « une évaluation intérimaire s'effectue au milieu de la durée de validité du plan de gestion » sont supprimés.

2° au § 2, alinéa premier du même décret, les mots « une évaluation intérimaire s'effectue au milieu de la durée de validité du plan de gestion » sont supprimés.

**Art. 20.** A l'article 50, alinéa premier du même décret, les mots « une évaluation intérimaire s'effectue au milieu de la durée de validité du plan de gestion » sont supprimés.

**Art. 21.** L'article 65 du même décret est abrogé.

**Art. 22.** L'article 66 du même décret est abrogé.

**Art. 23.** L'article 72 du même décret est abrogé.

**Art. 24.** Dans l'article 77 du même décret, le deuxième alinéa est supprimé.

**Art. 25.** L'article 77<sup>ter</sup> du même décret, inséré par le décret du 21 mars 2003, est abrogé.

**Art. 26.** Aux articles 12, alinéa premier, 16, 2°, 21, § 4, alinéa premier, 22, § 1 et § 2, 23, § 1, alinéa premier, 26, 27, § 1, 28, § 1, 1°, 31, § 1, § 3 et § 4, 33, § 3, 35, § 1, 39, § 1, alinéa premier, et § 2, 40, alinéa premier, 41, alinéa premier, 42, § 1, alinéas 1 et 2, en § 2, alinéas 1 et 2, 43, alinéa premier, 46, § 1 en § 3, 47, alinéa premier, 48, alinéa premier, 49, § 1, alinéa premier, et § 2, alinéa premier, 50, alinéa premier, 54, § 1, 57, § 1, alinéa premier, 63, 66, 67, § 1, 68, 71, alinéa premier, 73 et 74 du même décret, les mots « du présent décret » sont chaque fois supprimés.

Aux articles 21, § 5, 22, § 2, 2°, 31, § 2, 51, § 2, et 67, § 2, alinéa premier du même décret, les mots « du présent article » sont chaque fois supprimés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 décembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

—  
Note

(1) *Session 2005-2006.*

*Documents.* — Proposition de décret : 592 - N° 1. — Rapport : 592 - N° 2. — Texte adopté en séance plénière : 592 - N° 3.

*Annales.* — Discussion et adoption : séance du 22 décembre 2005.

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 550

[2006/200181]

**16 DECEMBRE 2005.** — Décret-programme portant diverses mesures concernant les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, le mode de calcul des subventions de fonctionnement dans l'enseignement maternel ordinaire, les discriminations positives, les institutions universitaires, les hautes écoles et les subsides sociaux

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions relatives aux internats

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2005-2006 au montant accordé pour l'année scolaire 2004-2005, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 2.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, les termes « et du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1998 » sont remplacés comme suit : « du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 30 juin 1998 et du 1<sup>er</sup> décembre 2005 au 30 juin 2007 ».

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 3.** L'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des Centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2005-2006 au montant accordé pour l'année scolaire 2004-2005, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ».

**Art. 4.** Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2005-2006 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52, alinéa 4, de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux bâtiments scolaires*

**Art. 5.** A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au Programme d'urgence pour les Bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié en dernier lieu par le décret-programme du 21 décembre 2004 portant diverses mesures concernant les Fonds budgétaires, le Fonds écureuil de la Communauté française et le désendettement, les institutions universitaires, les hautes écoles, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, les bâtiments scolaires, l'enseignement et le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement organisé par la Communauté française, les mots « 2002, 2003, 2004 et 2005 » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006 ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives à l'encadrement dans l'enseignement maternel et primaire*

**Art. 6.** A l'article 18 du décret du 20 juillet 2005 portant amélioration de l'encadrement dans l'enseignement maternel et primaire, le terme « des articles 5 et 12 » est remplacé par le terme « des articles 5 et 13 ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives aux discriminations positives*

**Art. 7.** A l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « 11.805.000 € » sont remplacés par « 12.205.000 € ».

**Art. 8.** A l'article 7, § 2, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « Un montant représentant 70 % » sont remplacés par « Un montant minimum de 8.663.000 € ».

**Art. 9.** A l'article 10 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les mots « 8.702.000 € » sont remplacés par « 8.874.000 € ».

**Art. 10.** A l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, le montant « 5.904.000 € » est remplacé par « 6.076.000 € ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions relatives au financement des universités*

**Art. 11.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 21 décembre 2004, le montant de « 411.305.764,25 € » est remplacé par le montant de « 412.586.534 € »;

b) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, remplacé par le décret du 21 décembre 2004, le montant de « 5.017.364,94 € » est remplacé par le montant de « 5.067.538,59 € ».

**Art. 12.** A l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le montant de « 102.175.000 € » est remplacé par le montant de « 103.260.136 € »;

b) Au § 2, le montant de « 308.304.000 € » est remplacé par le montant de « 311.578.308 € »;

c) Au § 3, le montant de « 5.025.000 € » est remplacé par le montant de « 5.100.375 € ».

**Art. 13.** A l'article 32bis, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, inséré par le décret du 31 mars 2004, le montant de « 8.035.000 € » est remplacé par le montant de « 8.120.340 € ».

**Art. 14.** A l'article 46 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les décrets du 27 octobre 1997, 1<sup>er</sup> octobre 1998 et 28 janvier 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au § 2, les mots « à l'article 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « à l'article 4, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat »;

b) Il est inséré un § 7, rédigé comme suit : « § 7. Le montant de la subvention versée au patrimoine de l'Université de Liège telle que calculée en fonction des §§ 2 à 6 est majorée de l'impact des revalorisations salariales octroyées aux personnels des universités ».

**Art. 15.** A l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1998, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par les alinéas suivants :

« Pour l'année 2006, cette subvention est égale à 20.071.000 €.

Pour les années suivantes, cette subvention sera adaptée chaque année en fonction du taux de croissance d'une enveloppe constituée des allocations de fonctionnement de l'Université de Liège, de l'Université Catholique de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles ainsi que des moyens alloués par le budget de la Communauté française aux différentes académies universitaires.

Chaque année, le Gouvernement peut multiplier le montant de la subvention telle que calculée selon les alinéas 2 et 3 par un coefficient compris entre 1,00 et 1,02 ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions relatives au financement des hautes écoles*

**Art. 16.** L'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, remplacé par le décret du 21 décembre 2004 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le montant destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les hautes écoles « S » est égal à 264.419.000 € pour l'année budgétaire 1997 ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions relatives aux subsides sociaux des hautes écoles et des écoles supérieures des Arts*

**Art. 17.** L'article 89 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, modifié par le décret du 9 septembre 1996, est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Pour l'année budgétaire 2006, un montant complémentaire de 2,89 € est ajouté au montant de base indexé. »

**Art. 18.** L'article 59 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en écoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Pour l'année budgétaire 2006, un montant complémentaire de 2,86 € est ajouté au montant indexé ».

CHAPITRE IX. — *Dispositions relatives à l'aide supplémentaire en matière d'encadrement dans les hautes écoles*

**Art. 19.** Le présent chapitre s'applique aux hautes écoles au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, ci-après le décret du 5 août 1995.

Il ne s'applique pas aux établissements d'enseignement supérieur qui organisent uniquement des études d'architecture, ni aux écoles supérieures des Arts, ni aux universités.

Dans ce chapitre, le mot « population » vise le nombre d'étudiants réguliers finançables.

**Art. 20.** Outre le financement prévu par le décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, ci-après le décret du 9 septembre 1996, un montant global de cinq millions d'€ est destiné à l'enseignement supérieur dispensé par les hautes écoles pour l'année budgétaire 2006 et est réparti entre ces dernières conformément aux articles 21 et 22.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Un montant de 3.550.000 € est réparti en tenant compte de l'évolution de la population globale de chaque haute école, ainsi que de l'évolution de cette population dans l'enseignement de type court dans les catégories visées à l'article 12, 2<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup>, du décret du 5 août 1995, entre l'année académique 2000-2001 et l'année académique 2004-2005.

§ 2. La prise en compte de l'évolution globale de chaque Haute Ecole est effectuée comme suit :

Pour chaque Haute Ecole, il est déterminé un point g selon la formule suivante :

$$pg = \left( \left( \frac{pop_{HE\ 05}}{pop_{HE\ 01}} \right) - 1 \right) * 100$$

Dans cette formule :

- Pg = pourcentage d'augmentation de la population de la Haute Ecole entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005.

- Pop HE 05 = la population de la haute école au 1<sup>er</sup> février 2005.

- Pop HE 01 = la population de la haute école du 1<sup>er</sup> février 2001.

Si pg < 0, alors g = 0.

Si 0 < pg < 30, alors g = pg arrondi au multiple de 5 directement supérieur.

Si pg > 30, alors g = 30.

L'évolution de la population de la haute école est ensuite pondérée en fonction du nombre d'étudiants de la haute école par rapport au nombre d'étudiants fréquentant l'ensemble des hautes écoles selon la formule suivante :

$$gpe = g * \frac{pop_{HE}}{\sum_{HE} pop} * 10$$

Dans cette formule :

- Pop HE = la population de la haute école au 1<sup>er</sup> février 2005;

- Gpe est arrondi à l'unité supérieure.

§ 3. La prise en compte de l'évolution de la population par catégorie visée au § 1<sup>er</sup> dans chaque haute école est effectuée comme suit :

Il est déterminé, pour chacune des catégories visées au § 1<sup>er</sup> et organisées par la haute école considérée, un point  $p_{cat}$  comme suit :

$$b_{cat} = \left[ \left( \left( \frac{pop_{cat05}}{pop_{cat01}} \right) - 1 \right) * 100 \right]$$

Dans cette formule :

- $b_{cat}$  = pourcentage d'augmentation de la population d'une catégorie entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005;
  - $pop_{cat05}$  = la population de la catégorie au 1<sup>er</sup> février 2005;
  - $pop_{cat01}$  = la population de la catégorie au 1<sup>er</sup> février 2001.
- $Sib_{cat} > 10$ , alors

$$p_{cat} = \frac{b_{cat}}{10}$$

arrondi à l'unité inférieure

Si  $b_{cat} > 10$ , alors  $p_{cat} = 0$

L'évolution de la population de la catégorie est ensuite pondérée en fonction du nombre d'étudiants qui suivent un enseignement dans cette catégorie dans l'ensemble de hautes écoles qui ont connu, entre le 1<sup>er</sup> février 2001 et le 1<sup>er</sup> février 2005, une augmentation de la population de cette catégorie égale ou supérieure à 10 %, selon la formule suivante :

$$ppe_{cat} = p_{cat} * \frac{ét_{cat}}{\sum_{HE} ét_{cat}}$$

Dans cette formule, HE correspond à chaque haute école qui a connu une augmentation de la population de la catégorie concernée égale ou supérieure à 10 % .

§ 4. Un nombre de points est ensuite attribué à chaque haute école qui a connu une augmentation de sa population étudiante selon la formule suivante :

$$\$_{HE} = \sum_{cat} ppe_{cat} + gpe$$

Dans cette formule :

- $\$_{HE}$  : le nombre de points attribué à la haute école;
- Par exception, si  $gpe = 0$ , alors  $\$_{HE} = 0$ .

§ 5. Le montant prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est réparti entre les hautes écoles au prorata des points qu'elles ont obtenu conformément au § 4 et est affecté par celles-ci à la rémunération de personnel enseignant.

**Art. 22.** Un montant de 1.450.000 € est réparti en parts égales entre les hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et est affecté par celles-ci à la rémunération de personnel.

Ce montant sert à diminuer à due concurrence la part de l'allocation globale de la haute école utilisée à des moyens humains affectés à des tâches qui ne sont pas en lien direct avec l'enseignement dispensé aux étudiants.

**Art. 23.** Le financement supplémentaire alloué à chaque haute école conformément aux articles 21 et 22, est destiné à l'engagement de personnel temporaire, par contrat à durée déterminée prenant cours au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et venant à échéance au plus tard le 31 décembre 2006.

Le personnel engagé au moyen de la part de financement allouée conformément à l'article 21 est affecté par chaque haute école aux catégories pour lesquelles elle a obtenu un ou plusieurs points en application du § 3 dudit article.

Toutefois, lorsque le nombre d'étudiants réguliers finançables d'une catégorie pour laquelle la haute école a obtenu un ou plusieurs points en application de l'article 21, § 3, est en diminution pour l'année académique 2005-2006 comparé à l'année académique 2004-2005, la Haute Ecole peut engager du personnel dans une autre catégorie qui connaît une augmentation en % supérieure à la moyenne de l'augmentation des catégories de la Haute Ecole.

Le commissaire du Gouvernement fait un rapport spécial lorsqu'une haute école fait application de l'alinéa précédent. Ce rapport est soumis sans délai à l'approbation du Gouvernement. A défaut d'approbation, il est fait application de l'article 24, alinéa 2.

**Art. 24.** Les membres du personnel engagés en application de l'article 23 sont payés directement par la Communauté française à charge du budget général des dépenses.

Dans le cas où le coût des membres du personnel ainsi engagé par une haute école excède la part de financement supplémentaire alloué à celle-ci, ou que l'ensemble des conditions visées à l'article 23 n'est pas respecté, l'allocation annuelle globale revenant à la haute école en application du décret du 9 septembre 1996 est réduite à due concurrence.

**Art. 25.** Les membres du personnel engagés conformément aux dispositions du présent décret ne rentrent pas en compte dans le calcul visé à l'article 31, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, quatrième tiret du décret du 9 septembre 1996.

Les commissaires du Gouvernement près les hautes écoles remettent au Gouvernement un rapport sur l'utilisation des moyens octroyés aux hautes écoles en application du présent chapitre.

Le rapport doit parvenir au Gouvernement pour le 31 décembre 2006.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 26.** L'article 11 produit ses effets du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2005.

L'article 14 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Les autres articles entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 décembre 2005.

La Ministre-Présidente,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre chargée de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
Cl. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

## Notes

*Session 2005-2006*

*Documents du Conseil* - Projet de décret, n° 186-1. — Avis des commissions, n° 186-2 et n° 186-3. — Amendements de commission, n° 186-4. — Rapport n° 186-5

*Comptes rendus intégraux* - Discussion. Séances des 6 et 7 décembre 2005. Adoption.

Séance du 7 décembre 2005

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 550

[2006/200181]

**16 DECEMBER 2005.** — **Programmadecreet houdende verschillende maatregelen betreffende de internaten, de psychisch-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, de wijze van berekening van de werkingssubsidies in het gewoon kleuteronderwijs, de positieve discriminatie, de universitaire instellingen, de hogescholen en de sociale subsidies**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de internaten*

**Artikel 1.** In afwijking van artikel 32, § 2, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt het bedrag van de werkingssubsidies voor de internaten, voor het schooljaar 2005-2006, vastgesteld op het voor het schooljaar 2004-2005 toegekende bedrag, geïndexeerd volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2006 en 1 januari 2005.

**Art. 2.** In artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende rationalisatie en programmatie van de internaten van het door de Staat georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de woorden « en van 1 januari 1995 tot 30 juni 1998 » vervangen als volgt : « van 1 januari 1995 tot 30 juni 1998 en van 1 december 2005 tot 30 juni 2007 ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de psycho-medisch-sociale centra*

**Art. 3.** Artikel 52 van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra wordt aangevuld met het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid, c) en d), wordt het bedrag van de subsidies, voor het schooljaar 2005-2006, vastgesteld op het voor het schooljaar 2004-2005 toegekende bedrag, zoals het in het vorige lid werd vastgesteld, geïndexeerd volgens het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen tussen 1 januari 2006 en 1 januari 2005. »

**Art. 4.** De werkingsdotaties van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde psycho-medisch-sociale centra worden voor het schooljaar 2005-2006 verhoogd op dezelfde basis als de verhoging van de subsidies bedoeld in artikel 52 vierde lid van het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen betreffende de schoolgebouwen*

**Art. 5.** In artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basisonderwijs en secundair onderwijs, zoals laatst gewijzigd bij het programmadecreet van 21 december 2004 houdende diverse maatregelen inzake de begrotingsfondsen, het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap en de schuldafbouw, de universitaire instellingen, de hogescholen, de internaten, de psycho-medisch-sociale centra, de schoolgebouwen, het onderwijs en het statuut van de leden van het administratief personeel, het meester-, vak- en dienstpersoneel van de onderwijsinrichtingen ingericht door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « 2002, 2003, 2004 en 2005 » vervangen door de woorden « 2002, 2003, 2004, 2005 en 2006 ».



HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de omkadering in het kleuter- en lager onderwijs*

**Art. 6.** In artikel 18 van het decreet van 20 juli 2005 houdende verbetering van de omkadering in het kleuter- en lager onderwijs, worden de woorden « de artikelen 5 en 12 » vervangen door de woorden « de artikelen 5 en 13 ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de positieve discriminatie*

**Art. 7.** In artikel 7, § 1, eerste lid van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « 11.805.000 € » vervangen door de woorden « 12.205.000 € ».

**Art. 8.** In artikel 7, § 2, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « Een bedrag dat overeenstemt met 70 % » vervangen door de woorden « Een minimumbedrag van 8.663.000 € ».

**Art. 9.** In artikel 10 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « 8.702.000 € » vervangen door de woorden « 8.874.000 € ».

**Art. 10.** In artikel 11, § 1, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, worden de woorden « 5.904.000 € » vervangen door de woorden « 6.076.000 € ».

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen betreffende de financiering van de universiteiten*

**Art. 11.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, eerste lid, vervangen door het decreet van 21 december 2004, wordt het bedrag « 411.305.764,25 € » vervangen door het bedrag « 412.586.534 € »;

b) In § 1, tweede lid, vervangen door het decreet van 21 december 2004, wordt het bedrag « 5.017.364,94 € » vervangen door het bedrag « 5.067.538,59 € ».

**Art. 12.** In artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 1, eerste lid, wordt het bedrag « 102.175.000 € » vervangen door het bedrag « 103.260.136 € »;

b) In § 2, wordt het bedrag « 308.304.000 € » vervangen door het bedrag « 311.578.308 € »;

c) In § 3, wordt het bedrag « 5.025.000 € » vervangen door het bedrag « 5.100.375 € ».

**Art. 13.** In artikel 32*bis*, eerste lid, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd door het decreet van 31 maart 2004, wordt het bedrag « 8.035.000 € » vervangen door het bedrag « 8.120.340 € ».

**Art. 14.** In artikel 46 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de decreten van 27 oktober 1997, 1 oktober 1998 en 28 januari 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In § 2, worden de woorden « in artikel 1 » vervangen door de woorden « in artikel 4, § 5, eerste lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat »;

b) Er wordt een § 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. Het bedrag van de subsidie die voor het patrimonium van de « Université de Liège » werd bestemd en die krachtens de §§ 2 tot 6 werd berekend, wordt verhoogd met de gevolgen van de loonsverhogingen die aan het personeel van de universiteiten werden toegekend ».

**Art. 15.** In artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, vervangen door het decreet van 1 oktober 1998, worden het tweede lid en het derde lid vervangen door de volgende leden :

« Voor het jaar 2006 is die subsidie gelijk aan 20.071.000 € ».

Voor de volgende jaren wordt die subsidie elk jaar aangepast op grond van het groeipercentage van een enveloppe die bestaat uit de werkingssubsidies van de « Université de Liège », de « Université Catholique de Louvain », de « Université libre de Bruxelles », alsook uit de middelen die door de begroting van de Franse Gemeenschap aan de verschillende universitaire academieën werden toegekend.

Elk jaar kan de Regering het bedrag van de subsidie, zoals berekend volgens het tweede lid en het derde lid, vermenigvuldigen met een coëfficiënt die tussen 1,00 en 1,02 is begrepen ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen betreffende de financiering van de hogescholen*

**Art. 16.** Artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, vervangen door het decreet van 21 december 2004, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Het bedrag bestemd voor het door de hogescholen « S » verstrekte hoger onderwijs is gelijk aan 264.419.000 € voor het begrotingsjaar 1997 ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen betreffende de sociale subsidies van de hogescholen en de hogere kunstschole*

**Art. 17.** Artikel 89 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 9 september 1996, wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

« § 5. Voor het begrotingsjaar 2006, wordt een aanvullend bedrag van 2,89 € geteld bij het geïndexeerd basisbedrag. »

**Art. 18.** Artikel 59 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschole (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) wordt aangevuld met een vierde lid, luidend als volgt :

« Voor het begrotingsjaar 2006, wordt een aanvullend bedrag van 2,86 € bij het geïndexeerd bedrag geteld. »

HOOFDSTUK IX. — *Bepalingen betreffende de bijkomende steun inzake omkadering in de hogescholen*

**Art. 19.** Dit hoofdstuk is van toepassing op de hogescholen in de zin van artikel 1, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, hierna « het decreet van 5 augustus 1995 » genoemd.

Het is niet van toepassing op de instellingen voor hoger onderwijs die uitsluitend architectuuronderwijs organiseren, op de hogere kunstschole, en op de universiteiten.

In dit hoofdstuk duidt het woord « bevolking » het aantal regelmatige studenten aan die voor financiering in aanmerking komen.

**Art. 20.** Naast de financiering bedoeld bij het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen, hierna « het decreet van 9 september 1996 » genoemd, wordt een globaal bedrag van vijf miljoen euro bestemd voor het hoger onderwijs dat door de hogescholen voor het begrotingsjaar 2006 wordt verstrekt, en verdeeld over deze overeenkomstig de artikelen 21 en 22.

**Art. 21.** § 1. Er wordt een bedrag van 3.550.000 € verdeeld, op grond van de evolutie van de globale bevolking van elke hogeschool, alsook op grond van de evolutie van die bevolking in het onderwijs van het korte type in de categorieën bedoeld in artikel 12, 2° tot 7°, van het decreet van 5 augustus 1995, over het academiejaar 2000-2001 en het academiejaar 2004-2005.

§ 2. De globale evolutie van elke hogeschool wordt als volgt berekend :

Voor elke hogeschool wordt een punt  $g_l$  vastgesteld volgens de volgende formule :

$$pgl = \left[ \left[ \frac{bev_{hs\ 05}}{bev_{hs\ 01}} \right] - 1 \right] * 100$$

In deze formule :

- $pgl$  = percentage verhoging van de bevolking van de hogeschool tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005.
- $bev_{HS\ 05}$  = de bevolking van de hogeschool op 1 februari 2005.
- $bev_{HS\ 01}$  = de bevolking van de hogeschool op 1 februari 2001.

Als  $pgl < 0$ , dan  $g_l = 0$ .

Als  $0 < pgl < 30$ , dan  $g = pgl$ , op het onmiddellijke hogere vijfvoud afgerond.

Als  $pgl > 30$ , dan  $g_l = 30$ .

De evolutie van de bevolking van de hogeschool wordt daarna gewogen op grond van het aantal studenten van de hogeschool in verhouding tot het aantal studenten die in het geheel van de hogescholen lessen volgen, volgens de volgende formule :

$$g_{lges} = g_l * \frac{bev_{hs}}{\sum_{hs} bev} * 10$$

In deze formule :

- $bev_{HS}$  = de bevolking van de hogeschool op 1 februari 2005;
- $g_{lges}$  wordt op de hogere eenheid afgerond.

§ 3. De evolutie van de bevolking per categorie bedoeld in § 1 in elke hogeschool wordt berekend als volgt :

Voor elk van de categorieën bedoeld in § 1 en ingericht door de bedoelde hogeschool wordt een punt  $pc_{cat}$  vastgesteld als volgt :

$$b_{cat} = \left[ \left( \left( \frac{bev_{cat\ 05}}{bev_{cat\ 01}} \right) - 1 \right) * 100 \right]$$

In deze formule :

- $b_{cat}$  = percentage verhoging van de bevolking van een categorie tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005;
- $bev_{cat\ 05}$  = de bevolking van de categorie op 1 februari 2005;
- $bev_{cat\ 01}$  = de bevolking van de categorie op 1 februari 2001.

Als  $b_{cat} > 10$ , dan

$$pc_{cat} = \frac{b_{cat}}{10}$$

op de lagere eenheid afgerond

**Als  $b_{cat} > 10$ . dan  $pc_{cat} = 0$**

De evolutie van de bevolking van de categorie wordt daarna gewogen op grond van het aantal studenten die in deze categorie lessen volgen in het geheel van de hogescholen die tussen 1 februari 2001 en 1 februari 2005 een verhoging van de bevolking van deze categorie hebben gekend die gelijk is aan of hoger is dan 10 procent, volgens de volgende formule :

$$p_{ges\ cat} = PC_{cat} \frac{\sum_{hs} st_{cat}}{\sum_{hs} st_{cat}}$$

In deze formule heeft HS betrekking op elke hogeschool die een verhoging van de bevolking van de betrokken categorie heeft gekend, die gelijk is aan of hoger dan 10 %.

§ 4 Een aantal punten wordt daarna toegekend aan elke hogeschool die een verhoging van haar schoolbevolking gekend heeft volgens de volgende formule :

$$S_{hs} = \sum_{cat} p_{ges\ cat} + g_{ges}$$

In deze formule :

- \$HS : het aantal punten toegekend aan de hogeschool;
- Bij uitzondering, als  $g_{ges} = 0$ , dan  $HS = 0$ .

§ 5. Het bedrag bedoeld in paragraaf 1 wordt verdeeld over de hogescholen in verhouding tot de punten die ze hebben gekregen overeenkomstig § 4 en wordt door deze bestemd voor de bezoldiging van het onderwijzend personeel.

**Art. 22.** Er wordt een bedrag van 1.450.000 € gelijk verdeeld over de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde hogescholen en door deze bestemd voor de bezoldiging van hun personeel.

Dit bedrag dient om het gedeelte van de globale toelage van de hogeschool tot het passende bedrag te verminderen dat gebruikt wordt voor menselijke middelen aangewezen voor taken die geen rechtsreeks verband hebben met het onderwijs verstrekt aan de studenten.

**Art. 23.** Het bijkomend financieringsgedeelte toegekend aan elke hogeschool overeenkomstig de artikelen 21 en 22 wordt bestemd voor de aanwerving van tijdelijk personeel bij een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur die ten vroegste vanaf 1 januari 2005 loopt en uiterlijk op 31 december 2006 eindigt.

Het personeel dat wordt aangeworven door middel van het overeenkomstig artikel 21 toegekende financieringsgedeelte wordt in elke hogeschool aangewezen voor de categorieën waarvoor ze één of meer punten heeft gekregen bij toepassing van § 3 van dat artikel.

Wanneer echter het aantal regelmatige studenten die voor financiering in aanmerking komen in een categorie waarvoor de hogeschool één of meer punten heeft gekregen bij toepassing van artikel 21, § 3, daalt gedurende het academiejaar 2005-2006 vergeleken met het academiejaar 2004-2005, dan kan de Hogeschool personeel aanwerven in een andere categorie die een procentuele verhoging kent die hoger is dan het gemiddelde van de verhoging van de categorieën van de hogeschool.

De commissaris van de Regering maakt een speciaal verslag op wanneer een hogeschool het vorige lid toepast. Dat verslag wordt zonder verwijl aan de Regering ter goedkeuring voorgelegd. Als er geen goedkeuring is, dan wordt artikel 24, tweede lid toegepast.

**Art. 24.** De personeelsleden die aangeworven zijn bij toepassing van artikel 23 worden rechtsreeks door de Franse Gemeenschap bezoldigd ten laste van de algemene uitgavenbegroting.

Als de kosten van de personeelsleden die aldus door een hogeschool worden aangeworven hoger zijn dan het aan deze toegekende bijkomend financieringsgedeelte, of als het geheel van de voorwaarden bedoeld in artikel 23 niet wordt vervuld, dan wordt de globale jaarlijkse toelage die aan de hogeschool moet worden toegekend bij toepassing van het decreet van 9 september 1996, tot het passende bedrag vermindert.

**Art. 25.** De personeelsleden die overeenkomstig de bepalingen van dit decreet worden aangeworven, komen niet in aanmerking voor de berekening bedoeld in artikel 31, § 1, eerste lid, vierde streepje van het decreet van 9 september 1996.

De commissarissen van de Regering bij de hogescholen leggen de Regering een verslag voor over de aanwending van de middelen die aan de hogescholen worden toegekend bij toepassing van dit hoofdstuk.

Het verslag moet aan de Regering voor 31 december 2006 worden overgezonden.

#### HOOFDSTUK X. — Slotbepalingen

**Art. 26.** Artikel 11 heeft uitwerking van 1 januari 2005 tot 31 december 2005.



Artikel 14 heeft uitwerking op 1 januari 2005.  
De andere artikelen treden in werking op 1 januari 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 16 december 2005.

De Minister-Presidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA  
De Vice-Presidente,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,  
De Vice-President, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN,  
De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS,  
De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
F. LAANAN,  
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK.

—————  
Nota's

*Zitting 2005-2006*  
*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet, nr. 186-1. — Advies van de commissies, nr. 186-2 en nr. 186-3. — Commissieamendementen, nr. 186-4. — Verslag, nr. 186-5.  
*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergaderingen van 6 en 7 december 2005. — Aanneming. Vergadering van 7 december 2005.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 551

[2006/200260]

**22 DECEMBRE 2005. — Décret modifiant le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, 36°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion le mot « coaxial » est supprimé.

**Art. 2.** Dans l'article 14 du même décret, il est inséré un sixième paragraphe rédigé comme suit :

« § 6. La publicité clandestine, les spots de télé-achat clandestins et les programmes de téléachat clandestins sont interdits ».

**Art. 3.** L'article 18, § 1<sup>er</sup>, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. La publicité, les spots de télé-achat, l'autopromotion et les programmes de télé-achat doivent être insérés entre les programmes. Sous réserve des conditions fixées aux §§ 2 à 5, la publicité, les spots de télé-achat et l'autopromotion peuvent être insérés pendant des programmes, de façon à ne pas porter atteinte à l'intégrité et à la valeur de ces programmes en tenant compte de leurs interruptions naturelles ainsi que de leur durée et de leur nature, et de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice aux droits des ayants droit ».

**Art. 4.** L'article 18, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Lorsque des programmes autres que ceux couverts par les §§ 2 et 3 du présent article sont interrompus par la publicité, les spots de télé-achat ou l'autopromotion, une période d'au moins vingt minutes doit s'écouler entre chaque interruption successive à l'intérieur des programmes ».

**Art. 5.** L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Le temps de transmission consacré à la publicité et aux spots de télé-achat est fixé par le Gouvernement. Pour la publicité, ce temps de transmission ne peut dépasser 15 % du temps de transmission quotidien. Toutefois, ce temps de transmission peut être porté à 20 % s'il comprend des spots de téléachat, à condition que le volume des spots de publicité ne dépasse pas 15 %.

§ 2. Le temps de transmission maximum des spots de publicité et des spots de télé-achat à l'intérieur d'une période donnée d'une heure d'horloge est fixé par le Gouvernement.

Il ne peut dépasser 20 % de cette période ».

**Art. 6.** L'article 21 du même décret est supprimé.

**Art. 7.** L'article 35, § 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Par dérogation, les radios indépendantes visées à l'article 53 ne sont pas soumises au § 1<sup>er</sup>, 1°, 4° et 6°.

Les éditeurs de services de radiodiffusion sonore visés à l'article 58 ne sont pas soumis au § 1<sup>er</sup>, 1°. S'ils sont constitués en association sans but lucratif, ils ne sont pas soumis au § 1<sup>er</sup>, 4° et 6° ».

**Art. 8.** A l'article 41, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, du même décret, les mots « ainsi que des auteurs et artistes-interprètes audiovisuels de la Communauté française » sont ajoutés in fine.

**Art. 9.** Dans l'article 61 du même décret, les mots « et au Gouvernement » sont supprimés.

**Art. 10.** A l'article 61, 2°, du même décret, les mots « ou les comptes annuels de l'association sans but lucratif » sont ajoutés entre les mots « de la société » et « arrêtés au 31 décembre de chaque année ».